

texte LEDUC

l'autonomie du PSU, condition d'unité offensive

Chacun de nous mesure l'importance de ce Conseil National.

Ce qu'il nous faut débattre et trancher aujourd'hui va beaucoup plus loin que la définition des modalités de notre participation aux « Assises du Socialisme ».

Pour la majorité du B.N., les « Assises » s'inscrivent dans une dynamique qui doit conduire à l'intégration du P.S.U. dans une force socialiste « rénovée » par cette adhésion jointe à celle de la « troisième composante ».

Les militants qui signent ce projet de résolution contestent l'appréciation que la majorité du B.N. porte sur cette force et sur son avenir, ils lui opposent une autre dynamique qui consiste à prolonger et à développer l'action du P.S.U. dans la ligne du Manifeste de Toulouse et du Conseil de Paris en s'appuyant sur les deux piliers de l'unité d'action anticapitaliste et de la lutte pour le contrôle et l'autogestion avec la perspective d'aboutir à une offensive contre le pouvoir actuel, à un large Mouvement pour le contrôle et l'autogestion, à l'unification politique sur des bases stratégiques sans équivoque des partisans de l'autogestion socialiste.

Ce texte en dix points entend simplement fixer l'orientation qui nous paraît nécessaire pour atteindre ces objectifs, dans le contexte actuel de la lutte des classes, tout particulièrement en France.

La toile de fond : le capitalisme, au plan mondial, ne peut plus se reproduire sur les bases de la période antérieure : travail à la chaîne et parcellisation toujours plus poussée des tâches, consommation de masse appuyée sur l'idéologie de la croissance pour la croissance, pillage du Tiers-Monde (ressources naturelles et main d'oeuvre).

Les bourgeoisies impérialistes viennent buter : 1°)

contre la lutte ouvrière sur les conditions de travail et la remise en cause de toutes les hiérarchies (sans que soit abandonné pour autant le terrain des salaires). 2°) contre l'émergence de nouvelles bourgeoisies nationales dans certains pays du Tiers-Monde, celles-ci cherchant la voie de leur propre développement (cf. pétrole notamment).

Dans ce contexte de baisse du taux du profit que la hausse accélérée des prix, génératrice de nouvelles contradictions, ne parvient pas à enrayer, les rivalités inter-impérialistes s'avivent. Les U.S.A. tentent d'affermir leur hégémonie, sans qu'il soit possible, pour autant, d'aboutir à un « sur-impérialisme ».

Le monde capitaliste est entré dans une nouvelle phase de crise, longue, larvée, mais globale. Il est à la recherche de nouvelles bases d'extraction de la plus-value et de nouvelles formes d'intégration des travailleurs. Celles-ci sont en germe dès aujourd'hui (recomposition des tâches, réduction de la croissance matérielle au profit des « services », développements de nombreux centres d'accumulation dans le « Tiers-Monde » (Brésil), extension des rapports économiques avec l'Est, et...).

Mais seules des couches limitées de la bourgeoisie sont déjà conscientes de l'ensemble de ces nécessités pour la survie du capitalisme.

En France, aujourd'hui, Giscard gère cette crise. En s'efforçant de réduire les retards, les anachronismes et les « tabous » de la bourgeoisie française (majorité à dix huit ans, contraception, prisons, avortement, divorce, etc.)

En profitant de la situation pour accélérer les concentrations industrielles.

En évitant d'attaquer de front les masses populaires.

En acceptant un certain retour à l'atlantisme nécessaire actuellement à l'extension européenne et mondiale du capitalisme français.

Mais c'est une gestion à court terme, lourde de contradictions. Le pouvoir actuel ne peut aller très loin dans les concessions à une partie de sa base sociale (P.M.E., agriculteurs). Il ne peut échapper à la nécessité de s'attaquer plus brutalement aux conditions de vie des travailleurs (emploi-salaires).

Dans ce contexte, face à l'impuissance du capitalisme traditionnel et à l'insuffisance des solutions réformatrices du pouvoir actuel, la stratégie des partis de gauche vise à une gestion plus rationnelle et plus démocratique du système, mais non à sa transformation révolutionnaire. (Le Programme commun).

Le P.C. cherchant à réaliser un « compromis historique » à la française, tente d'élargir l'union de la gauche à l'ensemble de la petite bourgeoisie et à

des fractions entières de la bourgeoisie pour accéder au pouvoir. Le P.S., son allié « conflictuel », est porteur de solutions réformatrices qu'il s'efforce de moderniser et de « gauchir » en y introduisant une phraséologie autogestionnaire.

Nous refusons de servir de caution à une telle stratégie.

La situation impose, au contraire, le développement d'une stratégie de lutte de classe et de masse pour le contrôle et l'autogestion, s'attaquant aux bases mêmes d'un régime en pleine crise.

Le maintien de l'autonomie politique et organisationnelle du P.S.U. est une condition essentielle à la poursuite de notre combat pour le pouvoir aux travailleurs.

I- Lors de son congrès de Toulouse, le PSU s'est affirmé comme le seul parti "définissant le socialisme autogestionnaire comme but de la révolution. Il entend atteindre ce but par la stratégie du contrôle ouvrier et populaire.

Résumée dans le titre même du « Manifeste » : « Contrôler aujourd'hui pour décider demain », cette stratégie est fondamentalement différente de celles du Parti Communiste et du Parti Socialiste que le Manifeste de Toulouse caractérisait comme « réformatrices », parce qu'elles consistent « à investir électoralement l'Etat actuel et à s'en servir pour une transformation sociale en feignant de croire qu'il s'agit d'un appareil neutre ». Le Manifeste déclarait encore « Il est impossible de préparer la voie au socialisme en occupant l'appareil d'Etat bourgeois... Dans la lutte qu'ils mènent pour leur émancipation, les travailleurs devront briser cet appareil d'Etat ».

Les événements ont confirmé la validité des thèses mises en avant au Congrès de Toulouse. Il suffit de mentionner l'exemple tragique du Chili.

En France, en dépit de la dynamique populaire créée autour de la candidature de François Mitterrand aux élections présidentielles, les perspectives et l'action des partis de gauche s'inscrivent

plus que jamais dans les limites d'une stratégie réformatrice.

En conséquence, tout projet de « restructuration » qui lierait le PSU au Parti Socialiste par fusion, intégration, fédération, association... constitue à l'évidence une rupture avec les principes et la stratégie définis au Congrès de Toulouse. Il faut que tous les militants du PSU en aient pleinement conscience.

II — Le Conseil National affirme sa volonté de préserver les acquis du Manifeste de Toulouse. Ils ont permis que le Parti intervienne en intellectuel collectif de la classe ouvrière et se sont traduits de façon positive dans la pratique sociale et politique du mouvement ouvrier et populaire.

Au cours des luttes de 1973-74, de Lip et Péchiney à Moulinex et à la Saviem, un grand nombre de travailleurs ont posé les premiers jalons de la démocratie ouvrière. Dans l'action contre la hiérarchie et la division capitaliste du travail, ils ont affirmé la possibilité de nouveaux rapports sociaux et d'une nouvelle légalité ouvrant la voie à l'autogestion socialiste, ils ont commencé à opérer la liaison des divers secteurs de lutte

anticapitaliste (travailleurs immigrés, paysans, jeunes, femmes, minorités nationales, etc.).

Il faut aider au développement de ces luttes, à l'affirmation de la volonté de transformation révolutionnaire et autogestionnaire de la société, à travers des luttes de plus en plus significatives de cette aspiration. Le maintien de l'autonomie politique et stratégique du PSU, sur la base du Manifeste de Toulouse, est une condition essentielle à la poursuite de ce combat.

La dissolution du Parti dans un regroupement nécessairement dominé par le PS signifie la négation de quinze années d'efforts militants acharnés, la négation des espoirs de Mai 68 et fermerait pour des années toute perspective révolutionnaire en France.

III — Le Conseil National constate que, s'étant donné les moyens politiques et organisationnels pour intervenir, le PSU, très présent dans la lutte de Lip, a été progressivement paralysé par les hésitations et les louvoiements de sa Direction qui, depuis des mois, oublie les orientations de Toulouse et consacre en priorité ses efforts à une « restructuration » avec des forces qui ont le PS pour principale composante.

Le Conseil National refuse de prendre à son compte une série de positions publiques contredisant le Manifeste et anticipant sur les décisions du Parti. Ce comportement a désorienté les militants du PSU et nuit à son recrutement au profit de celui du PS.

IV — En avril 1973, une résolution votée par la DPN présentait comme dangereuse la tentative du PS de « former un parti attrape-tout présentant des visages multiformes sur sa droite comme sur sa gauche pour gagner des militants et des électeurs, mais incapable de s'engager dans une opération de rupture avec le capitalisme ». Le texte ajoutait : « Une telle opération, si elle peut paraître séduisante pour le court terme ou dans la perspective d'élections présidentielles, ne ferait qu'aggraver la confusion et entraîner durablement le mouvement ouvrier dans un « réformisme » qui, pour être « moderne », conduirait aux mêmes impasses que par le passé. »

Aujourd'hui, cette tentative est en cours de réalisation.

Pourtant avant comme après les élections présidentielles et malgré un surcroît d'adhésions notamment dans de nouvelles couches sociales, le PS reste un parti fourre-tout. Ses déclarations sur

l'autogestion sont contradictoires avec son appartenance au Programme Commun. La volonté de renouvellement est contredite sans arrêt par les actes de tous ses notables (comme l'alliance avec la droite à Marseille ou la politique de Minjot contre Lip). Les structures et la stratégie de ce parti sont déterminées par les exigences des objectifs électoraux (18 articles des statuts du PS traitent des candidats et des élus du Parti, un seul des groupes d'entreprise). Les impératifs de la lutte de classe y restent secondaires.

L'opération actuelle constitue pour les dirigeants du PS l'étape finale de restauration du courant social-démocrate en France. Grâce à l'existence de relations étroites avec la CFDT et au renforcement de son implantation dans cette centrale syndicale, le PS cherche à étendre son rayonnement parmi les travailleurs les plus actifs, tout en maintenant son influence sur des couches de tradition réformatrice que représente notamment FO.

En contradiction avec toute la stratégie et l'action du PS depuis des années, certains pensent qu'on peut encore transformer le PS et en faire une grande force autogestionnaire. Leur argument essentiel est l'entrée avec le PSU dans un nouveau regroupement des forces socialistes, de la « troisième composante ».

V — Le Conseil National estime que « la troisième composante » ne change pas fondamentalement la nature du projet.

Celle-ci est constituée en premier lieu de représentants d'organisations qui, déjà, au sein du CLAS se sont opposés à une structuration réelle du Mouvement pour l'Autogestion socialiste à partir de la base et sur des orientations stratégiques claires, comme le souhaitait le PSU.

D'autre part, de nombreux dirigeants nationaux et régionaux CFDT cherchant un débouché politique aux luttes sociales ont fait le choix soit d'adhérer au PS, soit d'y entraîner le PSU pour constituer une aile autogestionnaire et militante. Ce choix de s'intégrer dans la troisième composante ralliant le PS remet en cause l'autonomie syndicale, principe essentiel de la CFDT. De nombreux militants ont réagi contre cette initiative de sommet qui aboutirait à lier l'organisation à une force politique réformatrice.

D'autres croient sincèrement qu'un apport de militants nouveaux est susceptible de changer le PS pour en faire un parti de lutte... pour le contrôle et l'autogestion. Ce fut aussi l'orientation du CERES au Congrès d'Épinay. Au Congrès de Grenoble,

cette orientation a été largement battue. De nombreuses expériences de minorités révolutionnaires au sein d'un parti réformiste comme le PS ont également échoué par le passé, amenant souvent les stériles batailles de tendances et les exclusions. Elles n'ont pas réussi à infléchir la politique des directions, toujours appuyées sur un réseau de milliers de notables et, en cas d'exercice du pouvoir par le PS (4^e République), ont vu tous leurs objectifs combattus et trahis.

VI — Le Conseil National constate qu'un certain nombre de décisions politiques extrêmement importantes prises à partir du Congrès de Toulouse n'ont pas été réellement appliquées.

1. La création d'une force politique de type nouveau regroupant les partisans du socialisme autogestionnaire dans une organisation cohérente avec ses principes (Déclaration initiale du CLAS signée par le PSU) ;

2. le rassemblement dans un large mouvement pour l'autogestion socialiste de toutes les forces, de tous les militants qui, dans leur secteur de travail et de lutte, sont amenés à pratiquer la stratégie du contrôle ouvrier et populaire ;

3. de même, rien n'a été fait pour donner de la politique du Pacte d'Unité d'Action Anticapitaliste, décidé au Conseil National de Paris, une traduction concrète en termes d'organisation et d'action de masse.

C'est de ces carences que le BN tire aujourd'hui argument pour présenter au Parti comme seule issue sa dilution dans un ensemble qui, même s'il prend l'autogestion pour « projet de société », la nie dans ses structures, dans sa stratégie, dans sa pratique sociale et politique.

VII — Le Conseil National appelle l'ensemble des militants du Parti à réagir avec vigueur contre la liquidation de tous les acquis théoriques et pratiques du PSU, contre la liquidation du Parti lui-même.

Il affirme que le PSU est, actuellement, le principal outil politique avec lequel on puisse commencer à construire le parti autogestionnaire de masse dont la classe ouvrière a besoin.

La situation politique et sociale, après l'élection de Giscard, rend plus nécessaire et plus urgente l'application des décisions prises par le Parti à partir du Congrès de Toulouse et au Conseil National de Paris. L'inflation sans cesse aggravée, les menaces que fait peser sur l'emploi et sur les conditions de vie et de travail de l'ensemble des

masses populaires la politique d'austérité, appellent une offensive généralisée des travailleurs contre un pouvoir qui tente, en utilisant toutes les ressources de la démagogie moderniste, d'élargir les bases de sa majorité.

Le PC et le PS, conformément à leur stratégie, veilleront à canaliser l'élan réel de la campagne unitaire dans l'attente de prochaines échéances électorales, en s'efforçant d'éviter tout affrontement de classe caractérisé susceptible de leur faire perdre l'appoint centriste et gaulliste sur lesquels ils comptent pour « franchir la barre » de la majorité électorale. Mais ce jeu risque précisément de ménager à Giscard le répit dont il a besoin pour faire passer son plan de sauvetage du capitalisme et assurer la survie de son régime.

Dans cette phase de la lutte des classes, le développement d'une force politique autogestionnaire de masse, capable de mettre en œuvre la stratégie du contrôle à travers les luttes ouvrières et populaires, l'application conséquente d'une politique d'unité d'action anti-capitaliste, sont d'une importance capitale.

Le PSU a un rôle décisif à jouer pour aider la classe ouvrière et les masses populaires à trouver les formes de lutte et d'organisation leur permettant d'affronter dans les meilleures conditions le pouvoir de la bourgeoisie, d'éviter les écueils du réformisme et d'ouvrir la voie à la révolution socialiste autogestionnaire.

Dans cette perspective et en application de la ligne définie par les instances régulières du Parti, le Conseil National propose :

1. que le PSU appelle l'ensemble des partis et syndicats qui se sont unis au cours de l'élection présidentielle à organiser au plan local et régional des rencontres avec des délégués des entreprises et des quartiers pour prendre l'offensive, notamment sur les problèmes de l'emploi, de la vie chère, le soutien aux travailleurs immigrés, la lutte des femmes, des soldats, etc..

2. que le PSU prenne l'initiative de proposer à l'ensemble des forces populaires et de leurs organisations politiques, syndicales, et culturelles la tenue d'Assises Nationales de l'Unité Populaire, qui devraient déboucher sur une plate-forme d'objectifs anticapitalistes et permettre le développement de comités d'unité populaire à la base.

3. que le PSU prenne l'initiative de rassembler tous ceux qui, dans les entreprises et les divers secteurs de lutte, ont une pratique de la stratégie

du contrôle, pour jeter avec eux les bases de la construction d'un large mouvement pour le contrôle et l'autogestion socialiste.

VIII — Le Conseil National confirme que le PSU est prêt à se dépasser pour construire une force politique autogestionnaire de masse pratiquant une stratégie révolutionnaire, solidement implantée dans les entreprises, les quartiers, les établissements.

Cette force, il est prêt à la construire avec tous ceux qui partagent les conceptions autogestionnaires définies dans le Manifeste et les 14 thèses sur l'autogestion. Il est prêt à tout regroupement allant dans ce sens avec les militants de tous les secteurs de lutte, et d'abord avec les militants syndicalistes, avec ceux, de plus en plus nombreux, qui pratiquent la stratégie du contrôle et qui recherchent un débouché politique à leur action, avec ceux qui cherchent à capitaliser l'espoir de changement exprimé dans le vote pour F. Mitterrand et à le transformer en mobilisation pour le développement de la lutte des classes, ceux qui cherchent à combler le fossé existant entre les luttes sociales anticapitalistes et le combat politique pour le pouvoir aux travailleurs.

Telle est la volonté profonde exprimée par un grand nombre de syndicalistes, y compris ceux qui ont signé l'appel du 11 juin.

IX — L'offensive pour la création de cette force politique révolutionnaire et autogestionnaire de masse suppose que soient réunies de la part du Parti les conditions suivantes :

1. suivre délibérément la stratégie définie par le Manifeste et le Conseil de Paris.
2. se donner une structure réellement démocratique associant de la base au sommet le parti à l'ensemble des décisions.
3. préciser le Manifeste par une définition claire des choix fondamentaux du Parti sur la question de la conquête et de l'exercice du pouvoir.
4. le compléter par un programme de transition remontant des aspirations des travailleurs en lutte, les ordonnant, les rendant cohérentes, les précisant et les situant dans le temps.

Telle sera la tâche du prochain Congrès National.

X — Considérant que les « Assises du Socialisme », dont ils regrettent le caractère restrictif, ne sauraient en aucun cas être une assemblée de décision et le lieu de négociation de

structures organisationnelles, le Conseil National mandate les délégués du PSU aux Assises pour y discuter de la stratégie, et de l'organisation des Masses Populaires en vue de l'offensive à mener contre le Pouvoir pour le contraindre à répondre aux revendications les plus urgentes des travailleurs.

Ils iront aux Assises :

1. pour faire progresser l'Unité du plan électoral au plan des luttes sociales.
2. pour impulser, avec tous ceux qui sont d'accord pour y travailler en commun, sans mettre en cause leur autonomie politique, le développement à tous les niveaux, et d'abord au plan local, d'un large mouvement pour le contrôle et pour l'Autogestion socialiste.
3. pour rechercher les possibilités de regroupement dans un nouveau parti de tous ceux qui, repoussant toute hypothèque réformiste, sont d'accord à la fois sur la finalité du Socialisme Autogestionnaire, et sur la stratégie révolutionnaire du Contrôle ouvrier et populaire pour conquérir et garantir le pouvoir aux Travailleurs. ■

Signataires :

Alain Alanzo (BF25), Jean Antonelli (06), Gérard Andrieux (SS75), Odile Alonzo (25), François Brousse (DPN), Yves Bouvier (85), Annie Bouvier (85), Marie-Paule Berthon (75), Huguette Bouchardeau (42), Guy Boularand (25), Martine Bultot (25), Denis Bepoix (39), Yves Begbeder (75), Xavier Bolze (75), Michel Bertin (BF 72), Jacqueline Betain (25), Michèle Bayvet (75) Michel Boutonet (54), Vincent Comparat (BF 91), Alain Chitry (25), Bernard Camberlin (75), Charles Cimerman (DPN), Jean Chambeau (DPR Paris), Michel Collignon (55 Secr. Section), Yvan Craipeau, Maurice Dufour (42), Albert Dybar (DPN), Anne-Marie Dubois (SS 06), Michel Dubois (SF 06), Guy Dufau (75), Patrick Dubreucq (77), Serge Depaquit (DPN), Daniel Ferrand (75), François Fouqueray (72), Marc Faget (92), Jean-Marc Filippini (BF06), Victor Fay (Dpn), Daniel Fairve (25), Jean Fortchantre (BF 52), Jean-Claude Gillet (66), Maguy Gillet (CNF), Bernard Gomel (80), Christian Gillmann (25), Paul Guinchard (25), Maguy Guillien (CNA-CNF 06), Claudine Guinchard (CNF), Sonia Guinchard (25), Jean-Paul Halgand (44), Francis Hazenfratz (75), Paulette Huet (Colombes), Gérard Jussiaux (25),

Pierre Jutier (75), Jean Kunstler (BF 25), Paulette Kunstler (25), François Lacaille (BF 25), Louise Lemée (BF 75), Jacques Lumeau (DPN Midi Pyrénées), Christiane Le Bas (94), Victor Leduc (DPN), Olivier Lantz (25), Bernard Laude (SF 25), Dominique Lambert (75), Georges Minazzi (BF 25), Gérard Magnin (25), Michel Mousel (DPN), Etienne Mollet (25), Jean-Claude Monniotte (25), Daniel Martin (BF 35), Gérard Mamet (25), Michel Oryol (06), Geneviève Petiot (BF RP), Alain Petit (75), Pierre Parys (BF RP), Jean-Noël Pernin (25), Régine Pernin (25), Charles Piaget (DPN) Pierre

Rueff (25), Hubert Rouaud (77), Gérard Renaudo (BF 06), Jean-Yves Rognant (75), Bernard Ravenel (DPN), Robert Rival (DPN CNE), Pierrot Régnier (DPN), Georges Schmidt (77), Gilbert Semana (92), Roger Simonet (75), René Schulbaum (DPN), Francis Souty, Philippe Schwartz (75), Gilles Spicher (25), Pierre Thiollière (42), Albert Thibault (75), Jean-Jacques Tyszler (92), Roger Toutain (75), Josette Voiry (CNF), Gérard Verdot (25). Rolant Vittot (25).